ELECTIONS LEGISLATIVES DE JUIN 1968 — CIRCONSCRIPTION NEUILLY-PUTEAUX

JEAN-JACQUES CARPENTIER

ECONOMISTE — CADRE D'ENTREPRISE



Candidat d'Union Centriste

présenté par le

Centre-Progrès et Démocratie Moderne

Suppléant : JACQUES MALLEZ

DIRECTEUR DE SOCIETE

ELECTRICES, ELECTEURS,

Je voudrais qu'à la veille de choisir votre représentant à l'Assemblée Nationale, vous ayez le moyen de relire les circulaires qui vous furent envoyées il y a quinze mois par les candidats qui sollicitaient vos suffrages. Vous éprouveriez le même sentiment de malaise qui me saisit aujourd'hui.

La crise qui a paralysé notre pays au cours des semaines passées a emporté tant et tant d'illusions que nous nous trouvons plongés dans un monde nouveau, lourd de menaces mais aussi chargé d'espoirs.

LES MENACES, VOUS LES AVEZ, TOUS, PRESENTES A L'ESPRIT.

D'abord une crise morale sans précédent depuis plusieurs générations, qui nous pousse à nous interroger sur le sens même de notre vie.

Ensuite une crise civique remettant en cause les structures mêmes de l'Etat, et qui déferlant sur la jeunesse nous a donné le spectacle bouleversant de cortèges d'étudiants défilant derrière l'emblème de l'anarchie, le drapeau noir.

Enfin une crise sociale poussant pêle-mêle des millions de citoyens à cesser brutalement leurs activités pour obtenir la remise en cause des principes d'autorité et l'instauration d'un dialogue, mais aussi pour en finir avec l'approche défectueuse des problèmes économiques qui caractérise encore la France en 1968.

QUANT A L'ESPOIR, DANS QUELLE VOIE LE CHERCHER ?

A court terme, il convient d'abord de dresser le bilan des événements que nous venons de vivre afin de voir comment s'orienter dans les années qui viennent. Ce bilan me semble pouvoir se résumer ainsi:

— Le mythe de la politique de modernisation économique s'est brisé. La grève générale a montré que par delà les progrès réalisés au cours de la période 1958-1968, les Français sentaient qu'il était possible de faire mieux et plus vite et que le gouvernement actuel avait été incapable de mener à bien les changements de structures nécessaires.

— Le mythe de la politique d'indépendance nationale s'est brisé. Il a suffi que le gouvernement actuel redécouvre l'existence d'un communisme totalitaire pour que Président de la République et Premier Ministre cassent précipitamment l'instrument favori de leur diplomatie, c'est-à-dire l'ouverture à l'Est.

— Le mythe de la politique de cohésion nationale s'est brisé. Ayant abaissé les corps intermédiaires, refusant tous les avis d'où qu'ils viennent, le pouvoir s'est peu à peu coupé de la masse des citoyens et se réveillant en sursaut n'a trouvé qu'une parade : L'appel aux bons Français contre les mauvais Français.

CE BILAN ME CONDUIT A VOUS DIRE QU'IL FAUT CHANGER ET LES HOMMES ET LA POLITIQUE SUIVIE.

Dans le domaine économique, priorité absolue doit être accordée aux investissements sous deux formes : une forme intellectuelle par l'insertion de l'Université dans le monde moderne et le développement de l'information à tous les niveaux ; une forme matérielle par la suppression des points noirs qui se nomment la crise du logement et le retard pris dans les communications. Nous avons les moyens d'une telle politique, sans laquelle il n'y aura que chômage et stagnation des bas revenus.

Dans le domaine extérieur, priorité absolue doit être accordée à la construction de l'Europe. Combien de temps encore faudra-t-il répéter que l'indépendance de notre pays ne peut se réaliser que dans une union politique librement consentie avec nos partenaires du Marché Commun, union progressivement étendue à la Grande-Bretagne et à nos autres voisins ?

Dans le domaine des institutions, priorité absolue doit être accordée au rétablissement d'un équilibre des pouvoirs. Nous avons un exécutif fort et cela est bien. Mais à un exécutif fort doivent correspondre un Parlement et une Justice indépendants et respectés.

Voici le sens de notre combat. Si l'espoir doit renaître, ce ne sera pas dans l'affrontement périmé de deux blocs cimentés par la haine ou la peur. Il faut en finir avec ce climat de guerre civile naissante.

Pour notre avenir commun, je vous demande de bien peser les raisons de votre choix. Refusez le conformisme, rejetez les exclusives, affirmez-vous comme des citoyens tournés vers l'avenir.

VOTEZ POUR LE CENTRE

COMITE DE SOUTIEN :

MM. André MERCIER, ancien député ; André PIERARD, conseiller d'Etat ; le général MASNOU (C.R.) ; M. MASSENET, ancien super-Préfet ; R. DROUIN, R. DILLEMANN.

Mme MENAGER, MM. Charles COUTURIER, Paul DECAS, Jean DESMOTTES, Jean DONNADOU, conseillers municipaux de Neuilly.

M. Robert GARDES, syndic ; MM. Jean MICHAUD, Roger VIET, conseillers municipaux de Puteaux.

Si vous voulez entendre votre candidat, appelez 624.90.36, de 12 h. à 22 h.

VU : LES CANDIDATS.